

Kaiseraugst: quitte ou double

En matière de formation de l'opinion publique, quelle est la différence entre les opposants à Kaiseraugst et n'importe quel lobby économique ou professionnel? Ce qui est certain, c'est qu'ils savent mettre une organisation impeccable au service d'une imagination décidément fructueuse.

Plus le temps de la décision se rapproche, plus le Comité du Nord-Ouest suisse et autres AGEA, GAK, etc. intensifient leur action auprès des leaders d'opinion, parlementaires en tête: pas trop d'imprimés ni de documentation lourde, mais des entretiens personnels préparés des mois à l'avance, et surtout des gadgets en toutes circonstances. Pour Pâques, des œufs peints en fer blanc, dans lesquels les bonbons habituels ont fait place à un tract A4 plié x fois; pendant la session de juin, des cerises de la région bâloise, logées dans un cornet fait d'un autre tract roulé; pour le Premier Août, un drapeau suisse en papier, avec les meilleurs vœux du Comité d'action pour une joyeuse Fête nationale et un bel avenir sans centrale nucléaire à Kaiseraugst!

Le message précise que cette dernière action a été financée par des dons individuels. La récolte de fonds, même auprès de gens particulièrement motivés, c'est affaire d'organisation. Et en cette matière, les opposants au nucléaire ne sont pas des enfants de chœur: leur fichier aurait de quoi faire pâlir la Croix-Rouge, la Banque Rohner et Franz Weber à la fois. Chapeau.

Plus le temps de la décision se rapproche (voir plus haut), plus le lobby électronucléaire fait dans la documentation lourde et massive (ne pas voir plus haut). Dernier dossier asséné: la lettre aux membres de la commission du Conseil des Etats chargée d'examiner la demande d'autorisation générale

pour la centrale de Kaiseraugst, — lettre adressée, avec appendice chiffré, par le même courrier aux autres parlementaires fédéraux, à la presse, etc. L'Union des centrales suisses d'électricité n'en démord pas: tout le monde (Conseil fédéral, Commission fédérale pour l'énergie, GEK, etc.) s'est trompé et on nous prépare, sauf prise de conscience proxime et retournement de situation, de graves difficultés d'approvisionnement en énergie pour la dernière décennie de ce siècle — pour ne rien dire de la suite. Bref, il faut absolument songer à deux centrales après Leibstadt. Jolie pétition de principe ou annonce d'une disposition au compromis? La deuxième hypothèse a l'avantage d'une simplicité digne des premières négociations enfantines: demander deux pour avoir un, offrir zéro pour céder un. Subsidièrement, quelque chose de plus digne de la roublardise adulte: quand ce «un» s'appelle Kaiseraugst l'impossible, rien n'interdit de lire Graben la moins difficile.

SUISSE

La vie est belle

L'hebdomadaire «Business Week», que les sondages (?) donnent comme le périodique anglo-américain le plus lu par les cadres européens, y va de ses prévisions conjoncturelles pour les mois à venir. Il paraît que dans l'ensemble l'économie va redémarrer, l'inflation ralentir et le chômage demeurer aux alentours de 8% de la main-d'œuvre civile occupée. A noter que le rapport pour la Suisse, dû à la plume du professeur lausannois Jean-Christian Lambelet, témoigne d'une totale sérénité... pour 1983-84. Le PNB va recommencer à augmenter en termes réels, le chômage n'atteindra en aucun cas 1%, la hausse des prix se tiendra à 3½% en 1983 et 2½% en 1984, et les finances publiques, déjà pas malades, vont éclater de santé. Et vive l'orthodoxie budgétaire et les programmes d'économies.

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 647 12 août 1982
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
François Brutsch
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffly

Point de vue:
J. Cornuz

647

Le banc

Il s'assit sur un banc, dans le parc. Il se sentit brusquement très jeune et très heureux, comme bercé dans des bras blancs et frais. Il s'enfonça à reculons dans un pays vert, l'horizon filait à gauche et à droite. Il eut un peu peur de la vitesse, et craignit qu'à la longue il n'attrape le mal de mer. Il s'aperçut alors avec étonnement que le banc était toujours là, qu'il était en fait entré dedans, et que le monde vert où il se sentait si bien se trouvait à l'intérieur. Chose étrange! Personne ne s'en était douté, même pas lui qui s'asseyait si souvent là, dans ce parc.

Maintenant, le paysage ralentissait, et une légère angoisse lui serrait la gorge, humectait le creux de ses genoux. Il aurait voulu retrouver les bras blancs, mais il devait faire autre chose: se lever, marcher dans le paysage. Il pensa qu'il n'y arrive-

rait jamais. Avec effort, il fit un pas, puis un autre. Le paysage ne bougeait plus, même quand il marchait. Autour de lui, dans le parc, sur une multitude de bancs verts, des hommes assis, des hommes très vieux, semblaient dormir. Aller vers l'un d'eux, lui poser la main sur l'épaule, lui souffler le secret du pays vert. Mais il ne bougeait pas, et les hommes non plus. Absorbés dans la contemplation de quelque chose d'invisible, ils dormaient.

Sur son visage coulèrent des larmes d'impuissance: posséder un tel secret, et ne pas pouvoir le communiquer! Les mêmes larmes d'ailleurs coulaient sur le visage des vieux hommes assis. Ils souffraient comme lui d'une peine étrange. La lumière baissa soudain, les bancs disparurent. Il n'en resta plus qu'un sur lequel un vieil homme était assis, les larmes inondant encore ses joues.

— *Maman, dit l'enfant, pourquoi il pleure, le monsieur?*

— *Quel monsieur? dit la mère: il est si tard.*

Catherine Dubuis

SOCIALISMES

Programme sans voix unique

A Montreux, en octobre 1976, dans le brouhaha final de l'examen des propositions de sections, le Congrès du Parti socialiste suisse (PSS) décide, un peu à la sauvette et sans grand déchaînement oratoire, de réviser le programme voté à Winterthour dix-sept ans auparavant.

Bonne idée, mais réalisation rendue difficile par les deux conditions posées: il s'agit de rédiger un texte de «rupture avec le capitalisme», et de le faire vite (on parle alors d'une année).

Pour abrégé les discussions, le PSS nomme une petite commission de cinq membres, intellectuels et écrivains. Ils mettent trois bonnes années à sortir

un projet énorme mais incomplet, et illisible quoique sans doute inspiré.

Mais, en 1980/81, le lyrisme ne paye plus, l'expérimentation sociale a fait son temps, le sentiment général d'insécurité provoque des replis pas tous très stratégiques. Bref, l'appareil du PSS et le Congrès d'Interlaken veulent bien de l'autogestion, mais à effet retard, et comme d'une solution parmi d'autres.

La mission de synthèse incombe alors à une commission de trente-cinq membres, sous la haute autorité du vice-président du PSS, avec l'œil du groupe parlementaire, de l'Union syndicale et du secrétariat central. L'affaire est rondement menée: le projet vient de sortir de presse après huit mois de travaux intensifs, poursuivis à une cadence qui a révolté la minorité, plus amatrice de débats en profondeur et en largeur que de phrases bien balancées

pour séduire et motiver les militants toutes tendances.

Lesdits militants d'ailleurs ont pour la plupart sincèrement hâte qu'on en finisse avec ces «discussions sur les mots», et que le PSS en revienne à sa mission de parti politique: gagner, des voix, des sièges, des batailles. A cet égard le passé récent s'est avéré plutôt frustrant et on sent le besoin un peu magique d'un nouveau programme. Comme s'il suffisait de changer les décors pour améliorer les acteurs et le spectacle.

RÉCESSION ET CHOC PÉTROLIER

En 1976, cette illusion n'avait pas encore cours mais le «nouveau programme» répondait, pour le PSS, à d'autres aspirations: en pleine récession économique, s'interrogeant sur le sens de la croissance à retrouver après le choc pétrolier, le monde, la Suisse, la gauche étaient gagnés par l'inquiétude; les socialistes suisses ne se satisfaisaient plus du programme de 1959 qui se contentait de rabâcher les recettes keynesiennes, inopérantes en cas de stagflation.

Le nouveau projet de programme ne fuit pas les problèmes posés dans les années septante, et portés par les écologistes, les tiers-mondistes, les féministes, les pacifistes — par ceux-là même auxquels Félicien Morel trouve que le PSS donne trop de place sous son vaste toit. Mais au lieu de voir le salut de tous dans l'autogestion, le futur (?) programme du PSS module plus finement; les voies de la démocratisation sont multiples: le plan-cadre pour la nation, la décentralisation pour le pouvoir, la participation pour l'entreprise, la neutralisation pour le capital, et finalement l'autogestion pour la petite unité.

Il y a aussi tous ces processus, largement insaisissables statistiquement, de (re)prise en charge par les individus des affaires qui les concernent: consommation, logement, santé, enseignement, etc. etc. Le programme de 1959 proclamait le droit aux loi-

sirs; celui de 1982 parle du temps libre, et des possibilités qu'il offre, en dehors de l'économie marchande, de changer les rapports humains, donc la vie, profonde et pas seulement quotidienne.

Demeurent cependant quelques lacunes dans ce projet de programme 1982, qui se veut inspiré par «l'écosocialisme» très en faveur en Allemagne. Tout d'abord, la position du PSS par rapport aux mouvements sociaux apparus ces dernières années aux côtés des partis politiques demeure floue, oscillant quelque part entre la «récupération» plus ou moins discrète et le rejet pour particularisme persistant. Ensuite, certains chapitres manquent d'envol; on s'engluie dans les contingences immédiates et connues: à cet égard, le passage sur les médias réussit le tour de force de mentionner tout juste la radio locale, en oubliant tout ce qui «animera» l'univers en pleine mutation des télécommunications (tv par satellites, télétexte, etc.). La politique sociale reste elle aussi enfermée dans la revendication de prestations complémentaires financées par des prélèvements supplémentaires — sans véritable prise en considération des réseaux d'entraide et autres systèmes de self-help.

Qu'on se rassure: la suite (et si possible la fin) de la discussion sur le nouveau programme du PSS au Congrès de Lugano portera moins sur le contenu même du projet présenté, que sur la portée à lui donner.

Une minorité, d'ailleurs pas identifiable à la gauche du PSS contrairement aux vœux de la presse schématisante, voudrait que Lugano marque seulement une étape, et que le débat interne se poursuive.

Seulement voilà, si quelques-uns tiennent avec aisance des propos philosophiques, la «base» qu'ils voudraient émanciper s'accommode mal du happening idéologique, même temporaire. Le rendre permanent, ce serait la démobilisation générale.

L'autogestion est un principe fondamental pour élargir et approfondir la démocratie

Pour nous socialistes, l'idéal démocratique n'est pas atteint si l'on n'a fait que répartir le pouvoir au sein de l'Etat. La démocratie doit toucher tous les domaines et garantir à chaque individu et à chaque groupe d'individus un maximum d'indépendance, de participation et de responsabilité.

On y parviendra par l'autogestion.

L'autogestion signifie que les individus prennent en main les problèmes qui les concernent.

L'autogestion n'est pas qu'un principe d'organisation; elle est une attitude fondamentale, une forme de vie s'appliquant à tous les domaines de la vie, au travail, à la famille, aux loisirs, à la formation, à la culture, au social. Elle modifie la répartition des tâches entre l'homme et la femme.

L'autogestion n'est pas simplement la délégation de certaines tâches précises à des représentants élus. Elle implique la participation de toutes les personnes concernées aux décisions, aux actions et à la responsabilité qui en découle.

L'autogestion est pour nous à la fois un moyen et un but, une méthode et une utopie, une stratégie et une vision.

L'autogestion doit s'exercer à proximité immédiate de l'individu. Toute forme de participation peut constituer un pas dans cette direction. C'est même l'étape la plus importante sur la voie de l'autogestion.

L'autogestion implique la décentralisation du pouvoir. Elle est possible là où l'autonomie clarifie les problèmes et permet ainsi de mieux les résoudre. En revanche, elle n'est pas praticable en l'absence des décisions générales concernant l'ensemble de la société et en l'absence de coordination.

L'autogestion ne saurait constituer la seule réponse; elle n'est que l'une des solutions aux problèmes de l'avenir.

OUTRE-ATLANTIQUE

Business nucléaire

«Pourriez-vous payer une amende de 100 000 dollars? Que signifierait, pour votre affaire, la suspension de votre licence délivrée par la Commission de réglementation du nucléaire (NCR)? et quelles seront les conséquences, pour votre image de marque, de quelques articles à votre sujet, dans les journaux?»

C'est sur ces mots que commence un bulletin d'information destinés aux malheureuses victimes de la NCR américaine. Il n'y a pas de limites à l'esprit d'entreprise outre-Atlantique: un dénommé Dudley Thompson propose ainsi, contre la modique somme de 150 dollars par an, d'assurer protection à tous ceux que visent les réglementations émanant de la NCR («Comment comprendre l'exécution des mesures de la NCR et minimiser vos risques de tomber sous le

coup de l'une d'entre elles»). Et de proposer d'envoyer mensuellement à ses abonnés:

— une critique détaillée des sanctions civiles et de toutes autres actions entreprises en rapport avec la NCR;

— un résumé des activités du personnel de l'actuelle commission dans chaque région;

— des articles de fond;

— une évaluation des tendances probables des mesures prises par la NCR.

Avec cette conclusion encourageante: «Le nombre des exigences de la NCR est tel qu'il est quasi certain qu'un jour ou l'autre vous violerez l'une d'entre elles, même si vous êtes très consciencieux.»

Dudley Thompson sait de quoi il parle: il vient, assure l'agence Wise, de quitter la NCR, au sein de laquelle il occupait d'importantes responsabilités qui l'avaient mené à mettre au point la politique de la commission pour les années à venir. Ou: comment faire joujou sans danger avec l'atome.

ÉNERGIE

La relance par les économies

«Si on construit en plus dans la prochaine décennie une centrale à charbon/gaz de 300 MW (production d'hiver 1200 GWh), la Suisse deviendrait un des plus importants exportateurs d'électricité en Europe, même en cas de croissance économique soutenue. Les travaux concernant la «preuve du besoin» ont mis en évidence qu'il ne faut pas s'attendre à une faille dans l'approvisionnement électrique dans la prochaine décennie. Cette preuve du besoin est l'exemple type de la prophétie qui se réalise d'elle-même: si on bâtit de nouvelles centrales nucléaires, on trouvera sûrement moyen de consommer à tout prix le courant produit ou de l'exporter. De toute façon, ce sera le consumma-

teur qui paiera. Si on ne bâtit pas de nouvelles centrales nucléaires, parce qu'aucune faille dans l'approvisionnement n'est prévue, il est certain que les producteurs d'électricité forceront sur le couplage chaleur/force et freineront les autorisations de raccordement pour le chauffage électrique. Par là, ils se mettront en situation d'éviter, pour des années, les goulots d'étranglement dans l'approvisionnement, et cela sans qu'il soit nécessaire de bâtir une seule grande centrale. Le black-out n'aura pas lieu si les producteurs d'électricité ne le désirent pas.»

La brochure que viennent de publier (en français, après l'édition allemande) les organisations suisses pour la protection de l'environnement¹ a le mérite de rappeler quelques faits dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne font pas l'ordinaire de la propagande des sociétés productrices d'électricité, rangées sans exception sous la bannière de l'expansion

nucléaire. Mais le principal intérêt de ce travail est ailleurs à notre avis: il était urgent d'entrer en matière sur quelques idées reçues au chapitre de la consommation énergétique. C'est fait en quelques pages soigneusement documentées à propos d'une question sous-jacente à toute la controverse actuelle sur la construction de nouvelles centrales nucléaires, ici ou ailleurs: une stagnation de la consommation énergétique conduirait-elle ou ne conduirait-elle pas à un fléchissement du niveau de vie, à la récession et son corollaire, le chômage? Depuis plusieurs années, les organisations pour la protection de l'environnement, les mouvements écologiques, soutiennent qu'il est possible de maintenir la croissance économique (si croissance il y a) en abaissant la consommation énergétique, même à court terme, et en satisfaisant la demande éventuelle grâce aux énergies renouvelables.

IDÉES REÇUES ET RÉALITÉ

Cette thèse, rejetée comme farfelue parce que ne correspondant pas aux idées reçues sur le sujet, vient de recevoir des appuis sérieux de la part de scientifiques peu suspects d'entretenir des sympathies pour les adeptes du «retour à la lampe à huile». Voyez les rédacteurs du dernier rapport portant la griffe de la très sérieuse Harvard Business School (référence exacte plus bas) qui écrivent: «Notre objectif minimum pour les années quatre-vingt devrait être de ne pas augmenter notre consommation d'énergie...» Et d'ajouter: «Cela ne conduirait pas nécessairement à une croissance énergétique zéro, avec toutes ses conséquences négatives, mais à une croissance énergétique zéro prise consciemment comme mesure politique, pour augmenter la croissance économique (sic!), c'est-à-dire à des économies productives. La théorie économique traditionnelle, qui part de données surannées, rejette ce point de vue qu'elle considère comme fantaisiste. Nous estimons toutefois que des analyses aussi conventionnelles sont étonnamment loin de la réalité.»

Qu'ajouter à un tel constat? Qu'il devrait encoura-

ger tout ce qui compte en Suisse comme spécialistes de la gestion des fonds publics à mettre sur le métier des programmes liant la lutte contre le chômage et l'économie d'énergie (amorce dans les dernières mesures de «relance» proposées par l'Union syndicale suisse)! Qu'il devrait faciliter l'abandon de stratégies de croissance économique misant sur le recours intensif au nucléaire, lequel impose de prendre date une décennie à l'avance (délai moyen de mise en activité d'une centrale) soit-disant pour répondre à la croissance économique, souhaitable mais n'en demeurant pas moins de toute façon hypothétique, voire impossible à prévoir (les chiffres publiés sont régulièrement démentis)!

Cette leçon semble avoir été comprise en RFA. Les auteurs de l'étude sur l'énergie élaborée par l'Institut d'écologie de l'Université de Fribourg en Brisgau pour l'Allemagne fédérale² parviennent à la conclusion que même en maintenant une croissance économique soutenue, l'approvisionnement énergétique suffisant est envisageable, tout en se passant du nucléaire et dans une certaine mesure de pétrole. A la clef, une offensive rondement menée pour économiser sérieusement l'énergie. Précision des chercheurs de Fribourg: ils n'ont pas mis au point «un projet de politique des énergies douces pour la République fédérale», bien que leur travail en contienne des éléments; non, leur scénario est plutôt un modèle «bouche-trou» pour «la machine économique existante», visant à la doter de la meilleure technologie pour une utilisation efficace de l'énergie...

LE MODÈLE ALLEMAND

Et on ne dira pas que ces scientifiques n'ont pas vu grand! Notez plutôt leur optimisme (nous nous rapportons, pour les détails qui suivent, à la brochure citée en note)... Le scénario prévoit pour 2030 qu'on disposera par tête d'habitant, par rapport à 1973, de 1,7 fois plus de surface habitable, qu'on utilisera 1,3 fois plus d'automobiles, 4 fois plus d'avions, que l'on prendra 1,8 fois plus de

douches et de bains, et que chaque ménage possèdera tous les appareils électro-ménagers imaginables. La valeur de la production industrielle par tête d'habitant sera 2,3 fois celle de 1973, le produit social brut sera 3,2 fois plus élevé et tout travailleur du secteur tertiaire disposera en moyenne de 1,5 fois plus de surface utile à son poste de travail («Si nous étions capables de mieux répartir ce bien-être, chacun pourrait vivre à peu près avec le confort que s'offrent actuellement les classes de revenu supérieur» ajoutent les auteurs).

Selon leurs calculs, il sera malgré tout possible de faire face aux besoins en l'an 2030, avec seulement 60% de l'énergie finale consommée en 1973, et la consommation d'électricité pourrait être réduite à 84%. Pour satisfaire cette demande réduite, on n'aurait plus besoin de pétrole et d'énergie nucléaire. Un peu plus de la moitié de la demande devrait être couverte par le charbon, le reste par des énergies renouvelables telles que la biomasse, le

Sur la lancée de Harvard

Les spécialistes de la Harvard Business School seront-ils entendus aujourd'hui aux Etats-Unis, comme ils l'ont été, en matière économique, régulièrement depuis des décennies (malgré certaines éclipses retentissantes dues aux modes universitaires)? Si oui, l'industrie mondiale de l'énergie est à l'aube de reconversions déchirantes. La «découverte» des chercheurs de Harvard, longuement affinée et développée au long d'un rapport circonstancié de près de cinq cents pages¹: il est meilleur marché, du point de vue de l'économie publique, de mieux utiliser l'énergie que d'en produire davantage... Voilà ce qui s'appelle enfoncer gaie-

¹ En allemand: Stobaugh/Yergin, «Energie-Report der Harvard Business School», Bertelsmann Munich 1980, 490 pages.

soleil, le vent et l'eau. La consommation du charbon serait du même ordre de grandeur que dans les années soixante, voire septante. Quant à l'énergie nucléaire, les chercheurs affirment que l'on peut s'en passer à court terme déjà. De façon convaincante, ils décrivent les avantages de leur système: «Pour disposer de réfrigérateurs plus efficaces, on n'a pas besoin d'usines de retraitement; une voiture qui consomme peu d'essence ne doit pas être enfouie dans une mine de sel; et si un jour une fenêtre à triple vitrage vient à casser, l'on ne doit pas pour autant évacuer toute une ville.»

¹ «Kaiseraugst... indispensable? De la difficulté d'électricité de construire une preuve du besoin vraisemblable.» Adresse utile: AVA, case postale 89, 8910 Affoltern. Publié conjointement par la Fondation suisse pour l'énergie, la Société suisse pour la protection du milieu vital, la Société suisse pour l'énergie solaire, le WWF et la Schweizerische Vereinigung für Volksgesundheit.

² Krause, Bossel, Müller-Reissmann «Energie-Wendewachstum und Wohlstand ohne Erdöl und Uran», S. Fischer Verlag, Frankfurt.

ment des portes ouvertes, dira-t-on peut-être. En fait, c'est toute une religion de la croissance liée à la croissance de la consommation d'énergie qui est prise à contre-pied.

Sans perdre de vue que la consommation énergétique américaine est le double de celle des Européens (mode de vie, d'habitat, de transports), il est tout de même impressionnant de lire par exemple: «Si les Etats-Unis s'astreignaient sérieusement à des mesures d'économie, la consommation énergétique actuelle pourrait être abaissée sans autre de 30 à 40% sans porter atteinte au standard de vie qui demeurerait aussi élevé ou pourrait même être amélioré encore.»

Sur la lancée de Harvard, toute une série d'études concrètes ont été menées qui tentent d'évaluer les conséquences d'une politique de l'énergie axée sur une utilisation plus rationnelle de l'énergie disponible et l'exploitation des énergies renouvelables. La

Sur la lancée de Harvard

brochure dont nous donnons un aperçu ci-dessus cite le travail du professeur L. S. Rodberg et de ses collaborateurs du Public Resource Center à Washington. Leur hypothèse: d'importants investissements dans les techniques d'économie d'énergie déjà existantes et dans les sources d'énergies renouvelables devraient réduire considérablement l'utilisation des agents énergétiques non renouvelables tout en stimulant la croissance économique (programme CARE, Conservation and Renewable Energy). Les moyens mis en œuvre: augmentation graduelle des investissements pendant cinq ans

VINGT ANS D'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE AUX USA

Mesures prises	Objectifs pour l'an 2000
<i>Maisons privées</i>	
utilisation rationnelle de l'énergie	50% d'économies 1)
énergie active et passive	100% pour des maisons neuves 50% " " " existantes
<i>Immeubles commerciaux et administratifs</i>	
utilisation rationnelle de l'énergie	50% d'économies 1)
énergie solaire active	50% pour tous les bâtiments
<i>Usages industriels</i>	
utilisation rationnelle de l'énergie	40% d'économies en l'an 1990 1)
couplage chaleur-force	100% de toutes les installations utilisées
énergie solaire active	25% de toute la chaleur nécessaire aux opérations industrielles
<i>Transports</i>	
combustibles liquides	pas de but précis transformation de 50% des déchets
électricité solaire	25% de la production de l'énergie solaire actuelle

1) Les buts de ces mesures d'économies d'énergie se réfèrent à l'énergie fournie à l'endroit de son utilisation finale.

jusqu'à un plafond constant de 66 milliards de dollars par an. Les calculs effectués à partir de telles dépenses — elles sont raisonnables au vu du coût actuel du nucléaire — montrent que dès 1990 les économies seraient largement supérieures aux investissements annuels prévus («le passage aux énergies alternatives est économiquement efficace») et que les retombées sur le marché de l'emploi seraient largement positives: des millions (2,9) de postes de travail supplémentaires, en particulier dans les petites et moyennes entreprises implantées sur tout le territoire, même en tenant compte du fait qu'un certain nombre d'emplois seraient supprimés dans la production d'énergie traditionnelle.

Pour donner une idée de la stratégie CARE, voici un tableau résumant les objectifs poursuivis pour la fin du siècle (an 2000):

Rêveries estivales

Qu'est-ce qui a engagé François Höpflinger, auteur de diverses études décryptant la réalité helvétique (en français: «L'Empire suisse», aux éditions Grounauer) à nous faire le récit du voyage de Silvan, diplomate du Sud, dans une Suisse morcelée à la suite du grand bouleversement?

Dans la première partie, «La Cité des gnomes»¹, on suit Silvan et deux compagnons dans leur marche hasardeuse jusqu'aux deux cités qui correspondent au Zurich d'aujourd'hui. Sur la rive droite de la Limmat, une ville laborieuse où la concurrence est maintenue grâce à un Conseil suprême Migros qui favorise même le maintien d'une coopérative d'opposition suffisamment radicale pour empêcher qu'on la prenne au sérieux.

Sur la rive gauche (côté Bahnhofstrasse actuelle), c'est la guerre civile en permanence, mais avec des armes à blanc. Les allusions sont nombreuses et transparentes. Le livre est intéressant.

La suite, intitulée «La cité des archivistes», nous fera visiter d'autres régions d'un pays qui s'appelle actuellement la Suisse. Rêveries estivales peut-être, mais rêveries contrôlées: Höpflinger demeure l'auteur sérieux qu'on a appris à apprécier.

Au hasard de la presse alémanique d'autres rêveries encore. C'est ainsi que Rolf Hürzeler, journaliste socialiste, a transposé l'affaire des Malouines aux couleurs helvétiques en racontant («Volksrecht», 21.7.82) l'action de l'aviation militaire suisse pour récupérer une filiale de Nestlé nationalisée au Salvador...

Plus terre à terre, mais toujours «ailleurs» dans le temps, Max Gmür nous a fait pénétrer dans la Migros d'Hertenstein, à Lucerne, le 1^{er} juillet 1991 («Die Region», 16.7.82): plus de caissières, les cartes de clients et les rayons laser facilitent la sortie alors que la circulation et les choix sont guidés par

les signaux émis dans les casques que chaque client porte pendant sa visite aux différents points de ventes.

Et que dire du discours du 1^{er} août 19?? imaginé par Jürgmeier («*Volksrecht*», 23.7.)? Mieux vaut passer très vite: la Suisse repliée sur elle-même et xénophobe qu'il nous annonce fait frémir. Et pourtant le texte est basé sur les conversations courantes entendues par l'auteur...

Ces rêveries sont-elles l'expression d'un malaise ou simplement une manière de meubler la pause estivale? Nous penchons pour le malaise, encore masqué, encore abordé par la tangente, mais le diagnostic est là, trop évident pour être éludé.

C. F. P.

¹ François Höpflinger, «*Die Stadt der Gnomen*», eco-verlag, Zurich.

MIRACLE

Le Japon des travailleurs

Les patrons occidentaux sont béats d'admiration devant le «miracle» japonais. Nos marchés sont «envahis» de produits de qualité et bon marché fabriqués par ce peuple «discipliné et travailleur». Derrière l'admiration, on voit même pointer la crainte... mais comment font-ils?

Dans un ouvrage, intitulé dans sa version originale japonaise «Faillite», Kamata Satoshi donne, au travers de trois chroniques¹, une image saisissante de la condition de vie et des luttes des Japonais «d'en bas».

Des faillites dans l'industrie navale en crise à la rationalisation destructrice du bûcheronnage, en passant par les restructurations dans l'industrie électronique, il nous emmène dans un Japon bien différent de celui que l'on nous montre habituellement.

L'enfer de la sous-traitance, les mises à la retraite anticipées volontaires (entendez licenciements), les

attaques systématiques aux salaires (par faillite puis réengagement), l'action néfaste du syndicalisme d'entreprise à l'américaine (parfois traité de «Goyokiumiai» — syndicat délicatement manipulé par les patrons —) font l'objet de plusieurs récits. Eclairage saisissant d'un Japon méconnu, marqué par la lutte d'hommes et de femmes face à un capitalisme sauvage, cet ouvrage mérite notre attention.

Raymond Durussel

¹ Kamata Satoshi, «*Japon: l'envers du miracle*», Cahiers libres 365, François Maspéro.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Le roman de l'été

Qu'avez-vous lu cet été? des romans policiers? Vous êtes impardonnable! Alors qu'il vous suffisait de suivre le procès «Moro».

De toute beauté! On en est aux révélations spiritées, comme dans l'un des meilleurs Agatha Christie. Les esprits se seraient manifestés, indiquant où se trouvait détenu l'infortuné président, ou du moins où il seait possible d'obtenir d'intéressants renseignements: la *Via Gradoli*. Vous croyez ou vous ne croyez pas aux esprits. Si vous n'y croyez pas, vous pouvez être tenté de vous dire que quelqu'un savait quelque chose et a eu recours à ce moyen détourné de révéler ce quelque chose sans se compromettre. Malheureusement, si j'ai pu m'attrister de voir que chez nous, tel ou tel semblait avoir de la difficulté à écrire correctement, ou à compter sans faire trop de fautes, il apparaît qu'en Italie, tout le monde ne sait pas lire... En tout cas, le ministre alerté par la famille, l'*Onorevole* Cossiga, a répondu qu'il n'y avait pas à Rome de *Via Gradoli*. Et puis, en consultant un index des rues de Rome, on a tout de même fini par découvrir la *Via Gradoli*... Le temps d'y envoyer des enquêteurs, l'oiseau s'était envolé! Il y a aussi le fait qu'Aldo Moro était surveillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et son télé-

phone aussi; qu'il ne suivait jamais le même trajet en automobile, mais décidait le plus souvent au dernier moment; que la veille de l'enlèvement, il avait eu dans la soirée un téléphone avec l'un des ministres avec qui rendez-vous avait été pris — ce qui implique: 1. que le trajet du lendemain était plus ou moins fixé; et 2. que Moro mis à part, le ministre en question était le seul à connaître le trajet, ou du moins à pouvoir présumer...

Il y a enfin l'épisode de l'avocat genevois Payot, à qui la famille Moro s'était adressée dans l'espoir qu'il pourrait faire quelque chose, et qui semblerait avoir renoncé sur intervention du Conseil fédéral, lequel de son côté se serait rendu aux raisons du gouvernement italien...

(Je ne sais pas si vous êtes comme moi: quelle joie de pouvoir se dire qu'en dépit de tout le mal qu'on pense de M. Chevallaz ou de M. Furgler, aucun des deux, ni aucun de leurs cinq collègues n'a jamais mis un sou dans sa poche; que M. Furgler n'a pas trempé dans l'assassinat de son prédécesseur — lequel n'a d'ailleurs pas été assassiné; que M. Chevallaz ne médite nullement de faire enlever M. Ritschard, etc. — un vrai conte de fées!) M^{me} Eleonora Moro en conclut que son mari a été enlevé, puis assassiné par les Brigades Rouges avec la complicité de plusieurs dirigeants politiques très haut placés, parce que sa politique de rapprochement avec les communistes leur déplaisait. Avec bien sûr l'inévitable CIA à la clé.

M. Indro Montanelli, le très brillant écrivain et journaliste du *Giornale* (de droite), n'est pas du tout de cet avis. Selon lui, la «*Veuve Noire*» (c'est ainsi qu'il appelle M^{me} Moro) tremperait consciemment ou inconsciemment dans un complot visant à discréditer la démocratie chrétienne et les Etats-Unis, et à déstabiliser l'Italie!

Deux scénarios qui ne manquent pas de panache, avouons-le!

J. C.

Été (fin). Jeudi 26 août, parution du prochain numéro de «*Domaine Public*» (648) et reprise, comme annoncé, du rythme hebdomadaire. Merci encore pour ce répit estival!

FISCS CANTONAUX

Durs, mais surtout pour les petits

chiffres». On découvre dans cet utile travail de synthèse, entre autres, la charge fiscale pesant sur un contribuable marié et sans enfant, suivant son

La débauche publicitaire des banques a tout de même quelques bons côtés. Voyez le petit memento de poche, édité par l'UBS et intitulé «La Suisse en

canton de domicile (impôts fédéraux, cantonaux et communaux au chef-lieu du canton). Nous nous sommes amusés à établir le classement des cantons suisses — en tête, le plus cher — et à comparer les situations en 1977 et en 1981. Voici les chiffres les plus révélateurs pour les Romands:

CATÉGORIES DE CONTRIBUABLES	FRIBOURG		VAUD		VALAIS		NEUCHÂTEL		GENÈVE		JURA		SUISSE
	Rang 81 (77)	taux	81 (77)	taux	81 (77)	taux	81 (77)	taux	81 (77)	taux	81	taux	taux moyen
30 000	1 (1)	11,1 (11,8)	2 (2)	10,7 (11,4)	6 (9)	9,7 (10,3)	5 (9)	10,1 (10,3)	3 (8)	10,4 (10,4)	4 —	10,3 (—)	8,9 (9,6)
50 000	1 (2)	16,6 (16,8)	4 (3)	15,7 (16,4)	6 (7)	15,4 (16,1)	5 (9)	15,6 (15,9)	2 (3)	16,4 (16,4)	3 —	15,8 (—)	14,2 (15,1)
100 000	5 (11)	25 (24,5)	3 (4)	25,5 (25,7)	1 (2)	26,7 (27,2)	9 (14)	24 (24,2)	6 (9)	24,8 (24,8)	2 —	26,1 (—)	23,7 (24,6)
200 000	9 (14)	32,3 (31,5)	1 (2)	34,6 (34,6)	7 (6)	32,9 (33,1)	11 (11)	31,9 (32)	10 (10)	32,1 (32,1)	2 —	34,5 (—)	32,2 (32,9)

Première constatation: les cantons romands sont presque toujours en tête du classement, ce qui n'est pas un mal du reste, dans la mesure où cela signifie une priorité aux services collectifs... Des nuances:

Neuchâtel est de tous les cantons romands le moins exigeant et se trouve ainsi très proche de la moyenne suisse; une distinction doit être faite entre les autres Romands: alors que le Jura et Vaud ont la main «également» lourde, Genève et

Fribourg s'acharnent surtout sur les contribuables petits et moyens.

Notons cependant que Fribourg a fait, pendant ces quatre dernières années, des progrès sensibles sur la voie de la justice fiscale.

A Genève, une modification des barèmes, restés inchangés depuis 1968, entrera en vigueur cette année; son impact sera minime sur le bordereau des petits et moyens contribuables qu'elle devrait

en principe favoriser. Cette nuance mise à part, le barème genevois des impôts n'a pas été modifié depuis treize ans, avec ce que cela représente comme accroissement de la charge réelle eu égard à la progression à froid; cette dernière a par ailleurs complètement modifié la situation de la politique fiscale cantonale par rapport à la moyenne suisse, puisqu'il y a treize ans le canton de Genève était très cher pour les gros contribuables et très bon marché pour les petits!

GLANURES HELVÉTIQUES

Le début de l'été marque l'apparition des palmarès des sociétés suisses. Il y a la liste de la «Handelszeitung», il y en a d'autres. Les entreprises du secteur public sont généralement mentionnées dans ces listes, les coopératives ne sont pas oubliées, mais où sont les entreprises d'«économie sociale»? Pourquoi ne pas noter, par exemple, que la principale société suisse de secours mutuels, l'Helvétia, a un chiffre d'affaires largement supérieur au milliard

de francs (exactement 1159,76 millions de francs en 1981)?

* * *

Géographie du militantisme des locataires helvétiques à l'occasion du dépôt de l'initiative populaire «pour la protection des locataires». En tête, Zurich (19 635 signatures valables), puis suivent de près Vaud (19 017), Berne (17 876), Genève (16 392), ces quatre cantons largement détachés devant le Tessin, seul encore au-dessus de 5000 (7241); entre 3000 et 4000, un peloton compact

mené par Bâle-Ville (4556), serré de près par Lucerne (4064), puis Argovie (3858), Neuchâtel (3857), Saint-Gall (3640), Fribourg (3346) et Jura (3186). Encore un pallier, et on trouve Soleure (2414). Au-dessus du millier: Bâle-Campagne (1950), Valais (1724), Schaffhouse (1310), Grisons (1176) et Thurgovie (1055). En queue de peloton: Zoug (648), Appenzell Rh. Ext. (476), Schwyz (305), Unterwald-le-Bas (112), Uri (43), Unterwald-le-Haut (21), Glaris (11) et Appenzell Rh. Ext. (6).